

RETOUR SUR LA SÉPARATION

Prolongeant le modèle scolaire catholique, la République a radicalement séparé les sexes à l'école. À l'école élémentaire, au collège et au lycée, garçons et filles étaient séparés de manière si totale que les programmes n'étaient pas exactement les mêmes : couture pour les unes, bricolage pour les autres. Les enseignants eux-mêmes étaient séparés par des concours et des formations spécifiques ; il arrivait que les garçons aient des maîtresses et des professeuses et que les filles aient des maîtres et des professeurs, mais ces exceptions confirmaient la règle de l'unité sexuelle des établissements. Ce n'est que sous de fortes contraintes démographiques, comme pour les petites écoles de villages ou les classes terminales à faible effectif, que l'on dérogeait à la règle. Quant à l'enseignement supérieur, les filles n'y furent longtemps que des exceptions brillantes, alors que les grandes écoles étaient soit exclusivement masculines, soit non mixtes.

Le plus étonnant dans cette histoire, c'est qu'elle ait si peu scandalisé les femmes et les hommes, les filles et les garçons, les maîtresses et les maîtres. Il semble évident aujourd'hui que la séparation des

sexes correspondait à l'état des mœurs : forte naturalisation du genre conçu comme éternel et biologique, entraînant sans doute le désir de « protéger » les filles et leur vertu, domination masculine allant de soi puisque les femmes étaient privées de certains droits, dont celui de vote, et dotées de compétences et de qualités tenues pour exclusivement féminines. Il semblait aussi aller de soi que les destins sociaux des filles et des garçons ne pouvaient se recouvrir, la plupart des filles étant considérées et formées comme de futures ménagères et les garçons comme de futurs salariés : il n'était donc pas raisonnable de les éduquer ensemble (*Cahiers du mage*, 1997 ; *Clio*, 2003). Et dans le cas où les femmes travaillaient, la frontière des métiers masculins et féminins n'était mise à mal que par quelques exceptions, la formation des élites étant elle-même différenciée. Souvenons-nous qu'en 1972, la première polytechnicienne a été présentée comme une héroïne. Ce modèle qui nous semble aujourd'hui si archaïque allait donc de soi dans une école qui, par ailleurs, s'identifiait tellement à la démocratie, au progrès et à la raison qu'elle n'interrogeait guère ce « développement séparé ».

Il faut dire que la séparation des sexes ne correspondait pas seulement aux mœurs d'une société patriarcale entérinant la hiérarchie des sexes : elle procédait aussi d'un projet éducatif bien plus profond visant à construire l'école comme un sanctuaire protégé des passions et des intérêts de la société. L'école républicaine sépare les sexes, de la même manière qu'elle met à distance les demandes économiques et celles des familles. Plus profondément, cette école distingue vigoureusement l'élève, être de raison, de l'enfant et de l'adolescent, êtres de chair, de passions et de désordres. Dans cette école, l'éducation ne passe que par l'instruction, par les savoirs et l'apprentissage de la discipline, certainement pas par la formation d'une vie collective enfantine et juvénile relativement autonome. Les mouvements de jeunesse eux-mêmes, laïques et religieux, n'étaient pas mixtes ou ne l'étaient que de manière très limitée pour les plus « adultes » des jeunes. Aussi faut-il que rien ne parasite cette transmission, notamment les « désordres » de l'enfance et de l'adolescence qui peuvent toujours troubler l'ordre scolaire en ouvrant un espace à une vie enfantine et juvénile qui déstabiliserait le sanctuaire. La forme scolaire annule les différences de genre, comme toutes les autres différences d'ailleurs, pour ne reconnaître que les hiérarchies scolaires. Cette tradition fait que, aujourd'hui encore, l'école ne sait pas trop quoi faire de l'enfance et surtout de l'adolescence quand la massification et la mixité ont effrité les barrières du sanctuaire. Il faut

d'ailleurs rappeler qu'au moment où se sont installés les premiers embryons de mixité dans l'enseignement secondaire, bien des parents d'élèves ont protesté et j'ai pu observer, à la fin des années quatre-vingt, des réactions négatives de la part des enseignantes et des proviseurs des « grands lycées » de filles qui craignaient que l'arrivée des garçons instaure le désordre, et surtout la baisse du niveau de leurs élèves protégées par la séparation des sexes comme dans une sorte de couvent laïque. Or ces femmes n'étaient certainement pas conservatrices : elles pensaient que la séparation des sexes était le moyen le plus efficace de réussir une carrière scolaire et une carrière sociale, du moment que ces dernières étaient féminines. À leurs yeux, la séparation des sexes était une garantie de succès et d'égalité. Elles n'avaient pas totalement tort quand on sait que la fusion des écoles normales supérieures a entraîné la quasi-disparition des filles en mathématiques, physique et chimie.

Issue de la massification scolaire des années soixante, la mixité scolaire n'a jamais été véritablement pensée comme un projet éducatif nouveau. La démographie scolaire la rendait nécessaire, l'évolution des mœurs la rendait évidente et, jamais, les conséquences de cette mixité n'ont été anticipées et pensées. Il ne s'agissait que d'un progrès de l'égalité et de la liberté, ce qui dispensait d'anticiper les changements éducatifs introduits par la mixité après que quelques siècles de catholicisme et de république ont fait de la séparation une sorte d'évidence naturelle et morale. Il faut insister sur ce point car une partie des problèmes aujourd'hui débattus tient moins aux difficultés de la mixité elle-même qu'au fait que la co-éducation des filles et des garçons n'a jamais été véritablement perçue comme un enjeu éducatif. Aussi les débats actuels sont-ils aujourd'hui une sorte de retour d'un long refoulement.



Dubet François (2010). L'école "embarrassée" par la mixité. In Duru-Bellat Marie et Marin Brigitte (dir). La mixité scolaire, une thématique (encore) d'actualité? *Revue Française de Pédagogie*, 171, 77-86.